

Ce vers quoi l'on tend : réflexion sur ce qu'est le hors-système

Par **Samuel Raymond**

Que veut dire être « hors système »? Pourquoi certains individus décident-ils de sortir du « système »? Quelles sont les pratiques qui marquent le chemin vers le hors-système? Ce texte a pour but de contribuer à répondre à ces questions.

Vous allez ou avez constaté en effectuant la lecture de ce numéro de *Possibles* que de vivre hors système, ou de tenter de s'en approcher, s'incarne de différentes façons. Ce peut être une expérience volontaire ou bien le résultat d'une marginalisation, alors que d'autres s'organisent par nécessité pour faire face à une crise ou à l'oppression.

Pour enrichir la réflexion, je propose tout d'abord de faire ressortir certaines considérations quant au concept de hors-système. Puis, je tenterai de cerner ce que l'on peut bien entendre par « le » système. Nous passerons par la suite rapidement sur ce à quoi peut ressembler le hors-système pour les personnes ou groupes à la droite du spectre politique. Finalement, j'identifierai ce que je considère être deux composantes essentielles des initiatives de gauche hors système. Tout au long du texte, l'axe gauche-droite nous servira de référence à la fois pour son universalité et pour son pouvoir d'évocation (Noël et Thérien 2008, 55).

Quelques considérations

Selon l'un des penseurs de la théorie des systèmes, Joël de Rosnay, un système est « (...) un ensemble d'éléments en interaction dynamique, organisés en fonction d'un but » (De Rosnay 1975, 91). Tout système a donc un but, et l'énoncé laisse entendre la possibilité de l'existence simultanée de plusieurs systèmes. Dans le présent texte, nous ferons référence à un système en particulier qui étend son empire sur d'autres. Les projets hors système se réalisant en rapport à celui-ci.

Un des angles intéressants de ce sujet est la notion de degré de radicalité. Selon cet angle d'analyse, on peut s'imaginer les projets hors système dépeints dans un spectre qui placerait du côté gauche les communautés absolument autarciques et du côté droit, celles qui sont complètement intégrées au système. Cependant, une communauté entièrement autarcique est-elle possible ou même souhaitable? La relation d'une communauté hors système avec le système est-elle en soit un problème? Ces questionnements renferment une invitation à considérer les enjeux éthiques, politiques et sociaux d'un projet. Plutôt que de juger a priori du degré de radicalité sur la base du seul critère d'intégration

au système ou non, il apparaît nécessaire d'étudier la nature des relations internes (ex. : qui exerce le pouvoir?) et externes (ex. : alliances, échanges, tensions).

Par conséquent, on pourrait définir une communauté hors système comme un projet qui s'extrait d'un système dominant, et donc de ses impératifs économiques et sociaux, dans une sorte de tension constante entre ses ambitions et ses nécessités matérielles et organisationnelles.

Pour mieux distinguer différentes approches hors systèmes, je propose de les rassembler en deux types de mouvements en s'aidant de la catégorisation des initiatives d'action sociale de l'organisateur communautaire Eric Shragge (2013, 22). Le premier type prend la forme de mouvements sociaux qui s'organisent de manière à défier la légitimité des relations de pouvoir existantes. Le deuxième mène à la création d'alternatives en opposition au système en développant une économie démocratique ou en dehors du marché avec pour objectif de préfigurer l'avenir. Tentons d'illustrer ces deux types de mouvements.

D'une part, le projet zapatiste au Mexique incarne les deux approches. Depuis 1994, l'armée de libération zapatiste (EZLN) s'organise en municipalités autonomes, autosuffisantes, ne s'appuyant sur aucune assistance gouvernementale (Agren 2021). Un portrait sommaire que l'on peut rapprocher du deuxième type de mouvement par sa création d'alternatives économiques. Seulement, les zapatistes cultivent aussi des éléments du premier type car, à l'été 2021 par exemple, ils ont mené une « invasion » pacifique de l'Espagne par bateau pour entreprendre une tournée européenne à l'encontre du capitalisme.

Pour sa part, un projet comme l'éco-hameau de La Baie, au Saguenay, fondé il y a plus de 30 ans par le Groupe de Recherches Écologiques de La Baie (GREB), semble moins s'activer dans l'expression de revendications politiques que dans l'esprit du deuxième type de mouvement. Cela par l'approfondissement de connaissances liées à l'autosuffisance alimentaire et les techniques de construction *low-tech* dans le but d'expérimenter un mode de vie post-pétrolier. D'ailleurs, tout en influençant le système, le projet est au moins partiellement intégré à celui-ci car son existence est officiellement attestée par une réglementation municipale spécifique et exceptionnelle.

Au-delà des catégorisations, les initiatives hors système partagent une relation particulière avec la connaissance. Une posture qui entretient un rapport dissident avec un système et des normes dominantes. Elles créent un monde, ses règles, font face à ses défis et tentent de s'organiser en conséquence. Ainsi, un des enjeux cruciaux des initiatives hors systèmes est la pérennité mémorielle des connaissances acquises en marge. Cela ne serait-ce que pour informer les groupes intégrés au système de l'existence d'autres manières d'être et de faire. De plus, précisons que parce que les êtres humains ont tendance à interagir entre systèmes pour diverses raisons, ces initiatives subissent aussi une influence externe. Une influence qui permet d'appréhender les problématiques du système dominant. Tel que le précise le sociologue Mateo Alaluf dans un reportage à propos d'initiatives hors systèmes : « Nous bénéficions de toutes ces expérimentations sociales [...] qui enrichissent la société » (RTBF 2017).

S'extraire du système implique l'avènement d'idées dissidentes. Cultiver celles-ci nécessite du temps pour qu'elles aient une concrétisation matérielle : « *Nulle action matérielle de l'Homme sur la nature [ou la société], entendons nulle action intentionnelle, voulue par lui, ne peut s'accomplir sans mettre en œuvre dès son commencement dans l'intention des réalités « idéelles », des représentations, des jugements, des principes de la pensée.* » (Godelier 1984, 21)

À quoi faisons-nous allusion lorsque nous parlons du système dominant ? Quelles sont ses valeurs ?

De quoi veut-on s'éloigner

Sans ambages, nous traiterons ici du capitalisme ainsi que du néolibéralisme. Alors que l'État moderne libéral – en tant qu'appareil politique et bureaucratique – se développait, le capitalisme et le néolibéralisme ont tous deux été promus par de grandes organisations mondiales (p. ex. : OMC, OCDE, FMI, Forum économique de Davos, traités de libre-échange). Plus intimement, ils habitent nos pensées et nos projets de société. À la fois transversaux et englobants, leur emprise s'imisce dans des zones insoupçonnées du monde. Une situation qui a pris davantage d'ampleur au sortir de la chute de l'URSS en 1989. Tentons une description sommaire.

Le capitalisme se compose de trois éléments : la propriété privée des moyens de production, la maximisation des profits et l'accumulation du capital (Capul et Garnier 2008, 35). Il suppose l'existence d'une classe dirigeante qui s'arroge les profits financiers puisés dans le travail de salariés subordonnés. Il s'agit d'un système économique et politique qui, quoique antérieur à cette époque, s'est véritablement diffusé et formé au cours de la Révolution industrielle du 19^{ème} siècle.

Dans l'entreprise capitaliste, les lieux de travail sont hiérarchisés, et le pouvoir quotidien est détenu par les investisseurs et les actionnaires. Dans cet esprit, on peut rassembler des méthodes de gestion déshumanisantes tel que le taylorisme, le fordisme, la méthode Lean appliqués aux services publics, ainsi que la nouvelle gestion publique. Cette dernière est apparue lors de la réforme de l'administration britannique par Margaret Thatcher en 1979. Elle a pour objectif « *l'efficacité, le contrôle des coûts, la qualité des services offerts aux clients et la flexibilité organisationnelle.* » (Charbonneau 2012, 1) Cette logique offre une place prépondérante aux gestionnaires plutôt qu'aux professionnels et mobilise les principes ainsi que les outils propres aux entreprises privées. Nous nous attardons à la nouvelle gestion publique afin de présenter la possibilité pour un concept ou une institution d'être infiltré par un autre système. Pour ce faire, j'attire votre attention sur le cas des Centres locaux de services communautaires (CLSC) du Québec. Au début inspirés d'initiatives de santé communautaire gérées en collégialité, les CLSC ont ensuite été institutionnalisés puis diffusés sur le territoire par l'État pour être aujourd'hui façonnés notamment par la nouvelle gestion publique (Plourde 2020). En bref, les institutions peuvent changer au gré des idées imposées par un système externe.

Quant à la question du travail, le capitalisme a aussi pour incidence de faire proliférer ce que l'anthropologue David Graeber nomme les *bullshit jobs*, ces emplois qui n'ont ni sens ni utilité : « Au lieu de récolter les fruits de notre travail dans le style du milieu du siècle, nous les partageons maintenant entre les actionnaires et la croissance au nom de la croissance. »¹ (Heller 2018). À l'opposé, redonner du sens au travail, sous toutes ces formes, fait assurément partie des objectifs des communautés hors systèmes. Nous en discuterons plus loin.

Pour sa part, le néolibéralisme, comme pensée économique et politique, s'est particulièrement développé dans le contexte de la Guerre froide notamment par l'entremise de quelques économistes, dont Hayek et Friedman, de personnalités politiques et de patrons d'entreprises (Lambert et al. 2016, 187). Il prend une importance cruciale sur la scène politique occidentale avec l'élection des gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher au Royaume-Uni en 1979 et du républicain Ronald Reagan aux États-Unis en 1980. En extension du libéralisme qui promeut la défense des droits individuels, le néolibéralisme défend la libre compétition (« laisser-faire ») des agents économiques et place le profit comme vecteur principal du développement économique. Il en appelle à une marchandisation de plus en plus envahissante qui s'insinue à la fois sur les objets, les richesses naturelles, les données (Big data), les espaces, les denrées de nécessité et les corps. Dans ce monde, la science sert « *davantage la finance et la grande industrie* » que le bien commun (Vigoureux 2020).

Ce processus a pris une tournure particulièrement cruciale avec le développement de la spéculation financière et la financiarisation de l'économie (ex. : crédit, fiducie, services financiers, la Bourse, etc.). Cela au détriment de l'économie réelle qui concerne les biens ou services produits et consommés. Notamment, la spéculation engendre la marchandisation des denrées alimentaires qui joue un rôle crucial et néfaste dans la flambée des prix de l'alimentation, privant des millions de personnes de l'accès à une nourriture de base (Ziegler 2011, 327).

En définitive, le néolibéralisme œuvre à une réorganisation de l'État dans l'intérêt des marchés et du capital. La complaisance des gouvernements par rapport aux paradis fiscaux, aux allègements fiscaux de certaines entreprises et à l'ouverture de régions entières à une exploitation sans considérations des populations locales et de l'environnement en est une illustration claire.

Le capitalisme et le néolibéralisme sont tous deux irrigués par le mythe de l'homo *crusoeconomicus* (Robichaud et Turmel 2012, 17). À l'instar de Crusoé seul sur son île, ce mythe conçoit l'être humain comme entièrement libre des contraintes de la société (ex. : impôt, redistribution, responsabilités sociales, etc.) et complètement responsable de sa réussite. Au-delà du mythe, tout système repose sur une narration. Le nôtre repose sur une foi en la technologie, une confiance dans le capitalisme et la conviction qu'il n'y a pas d'alternatives (Petrella 2007, 11). Dans cette narration, le pouvoir repose entre les mains de l'entreprise, du marché et du capital (Petrella 2007, 22). À cet égard, le philosophe Alain

1 Toutes les citations extraites d'un livre ou d'un article en anglais ont été traduites par nos soins.

Deneault constate qu' « *Il existe aujourd'hui un usage hégémonique et idéologique du mot « économie » qui nous a fait oublier les acceptions plurielles de ce terme fécond* » (Deneault 2020). Nous en sommes rendus à la concevoir seulement comme un enjeu de gestion financière (production, consommation, capitalisation, etc.) dont les discussions sont réservées à une classe d'experts. Plus particulièrement, les termes de cette idéologie économique en viennent à coloniser d'autres aspects de nos cultures. Cela par exemple lorsqu'on parle de capital humain, de savoir se vendre, etc. (Deneault 2020).

Dans un autre ordre d'idées, la question de la hiérarchie entre les peuples est intrinsèque à notre système. Selon Marx, la pensée capitaliste du 19^e siècle a irrigué les flots de l'impérialisme qui ont entraîné l'avènement d'un colonialisme comprenant domination économique et partage du monde (Capul et Garnier 2008, 35). Malgré certaines distinctions d'approches, autant la gauche que la droite voient ce processus comme un devoir moral de civilisation. Pour exemple, les Anglais du 19^e parlaient du « *fardeau de l'homme blanc* », en référence au poème de l'écrivain Rudyard Kipling, pour justifier leurs actions. (Noël et Thérien 2008, 145).

L'histoire du soi-disant Canada en est un autre exemple. Dès le début du 16^e siècle, la colonisation était une mission civilisatrice « *fondée sur un sentiment de supériorité ethnique et culturelle* » (CVR 2015, 50). Un sentiment qui a perduré puis justifié un ensemble de lois et d'oppressions racistes dont la création de la loi sur les Indiens et les pensionnats autochtones. Cette histoire récente de domination des empires européens et américains était à la fois entérinée par la doctrine religieuse, le mercantilisme, le capitalisme, le suprématisme blanc (Baird 2021) et un idéal civilisationnel. Elle nous lègue un système marqué entre autres par le racisme, le sexisme et un bilan écologique désastreux. Les éléments de cette domination expliquent en partie les inégalités socio-économiques vécues par plusieurs groupes culturels (souvent impliqués malgré eux dans l'expansion de ces empires), les minorités sexuelles (exclues ou bafouées) et les femmes (par le contrôle de leur corps au sein de la société patriarcale).

Quitter le système, c'est aussi combattre son inertie. Le manque de réaction concrète face au « naufrage » climatique qui se profile à l'horizon en est un exemple fort (Shields 2021). De même, l'effondrement de la biodiversité, les effets néfastes de l'industrialisation de l'agriculture et la surexploitation marine sont d'autres conséquences de ce « laisser-faire » (Arhus-Bertrand 2010). Le paquebot « système » est lent à changer de cap. Sans surprise, la question de l'écologie est souvent au cœur des expériences hors systèmes. Au lieu de considérer les êtres humains comme étant en dehors de la « nature », elles revalorisent notre interdépendance avec elle.

Une philosophie qui peut difficilement se concilier avec le dogme de la croissance et ses outils de mesures tels que le PIB. Ces éléments se révèlent être déficients pour juger de la réalité. Peu importe que le développement se nourrisse de la guerre tant qu'il y a croissance. De surcroît, remettre en question la croissance, c'est remettre en question le pouvoir des riches. Nous n'avons qu'à constater les inégalités socio-économiques qui se sont creusées durant la pandémie de COVID-19 alors que le « *Un pour cent des plus riches possèdent plus de deux fois les richesses de 6,9 milliards de personnes* » (Oxfam 2020). Cela est

d'autant plus navrant que deux tiers des milliardaires tirent leur richesse d'un héritage, d'un monopole ou du népotisme (Oxfam 2020).

Notre perception du système nous donne l'impression qu'il est tout puissant et naturel. Heureusement, nous verrons plus tard que le capitalisme et le néolibéralisme ne sont pas seuls. Mais tout d'abord, opérons un survol non exhaustif des initiatives hors systèmes de droite.

Ce vers quoi l'on tend selon la droite

La droite est composée de plusieurs courants qui partagent sommairement un goût pour l'autorité (religieuse ou politique), le respect de la loi et de l'ordre, et un laisser-faire en matière d'économie (Boudreau et Perron 2003). Au-delà de ces éléments qui rappellent le *statu quo*, son versant le plus radical est également à l'origine d'initiatives hors systèmes.

Pensons par exemple à certains courants survivalistes. Le terme lui-même a été créé dans les années 1960 par Kurt Saxon, un libertarien xénophobe proche du parti nazi américain et de milices privées américaines. Il a publié la série de livres *The Poor Man's James Bond*. Il y enseigne notamment la fabrication de bombes artisanales « pour se défendre contre les ennemis de la Nation » (Vincent 2019). En outre, le survivalisme en général intègre des valeurs de la droite. On peut penser à celles de l'individualisme, de l'importance de la discipline, d'une certaine valorisation de la propriété privée et une condition humaine le plus souvent envisagée comme peu rationnelle et dominée par ses instincts (Boudreau et Perron, 2003). Dans le contexte politique actuel, ce n'est donc pas un hasard si plusieurs groupes d'extrême droite pratiquent le survivalisme dans l'intention de préparer la RaHoWa, la « Racial Holy War » (Munka et Décugis 2021).

Par ailleurs, pensons à la présence virtuelle des groupes d'extrême-droite (alt-right, incels, suprématistes, etc.) qui s'articule le plus souvent entre activités dans les médias numériques populaires (ex. : Facebook, Twitter) et sites radicaux plus obscurs. Certains experts considèrent ces derniers comme opérant hors du système (Kostrz 2016). Tandis que les groupes d'extrême-droite sont souvent peu organisés, les réseaux numériques hors systèmes favorisent néanmoins la diffusion de discours radicaux de militant. es coupé.es d'organisations officielles pouvant agir à titre de censeur. Les auteurs de l'attentat d'Oslo en 2011 et de Christchurch en 2019 en sont des exemples frappants.

Dans un autre ordre d'idées, pensons aux partis politiques se revendiquant anti-système qui campent à gauche et souvent à droite en enchaînant les discours populistes à des fins politiques. D'ailleurs, alors que la droite prêche souvent le conservatisme, on constate qu'elle souhaite une transformation du système vers le renforcement d'institutions d'autorités (États, l'Église, etc.), un contrôle du peuple et une réduction de la démocratie (Boudreau et Perron 2003). Cette situation amène le sociologue Mark Fortier à affirmer qu'une des caractéristiques des conservateurs médiatiques d'aujourd'hui est qu'ils « sont des conservateurs qui ne veulent rien conserver » (Les Inrockuptibles 2020). Ce désir de transformation est probablement l'une des seules similitudes avec la vision du hors-système à gauche.

Ce vers quoi l'on tend selon la gauche

Globalement, la gauche entrevoit les problèmes de la société comme provenant de l'organisation de cette dernière. C'est elle qui engendre des inégalités et corrompt le caractère des individus (Noël et Thérien 2010, 42). Dans ce contexte, envisager les solutions d'un point de vue collectif devient primordial pour garantir le sort des plus vulnérables et s'assurer d'une égalité réelle. Là où la droite conçoit l'égalité comme le résultat de la concurrence et du mérite qui profiteraient à tous.tes, la gauche la conçoit comme un travail vers une égalité des chances et des conditions d'existence (Noël et Thérien 2010, 36). Le cheminement vers le hors-système s'inscrit dans ce sillage.

Nous aborderons deux concepts piliers, conscients ou non, des projets qui envisagent de sortir du système. Le premier est celui de la démocratisation des discussions éthiques (DDE). Le deuxième élabore une vision hétérodoxe et hétérogène de l'économie et vise, en somme, à réinventer les rapports sociaux ainsi que les rapports à l'environnement.

Dans un premier temps, sortir du système implique de s'éloigner d'une conception verticale de l'exercice du pouvoir. Il importe donc de fonctionner au-delà de la logique entrepreneuriale capitaliste et de la démocratie représentative prônée par nos sociétés libérales afin de démocratiser le plus possible la prise de décisions collective. Dans cette optique, la démocratisation des discussions éthiques est nécessaire pour tendre vers une véritable démocratie directe, c'est-à-dire dans laquelle les membres d'un groupe exercent leur pouvoir directement.

Les discussions éthiques concernent les valeurs du groupe, mais aussi les actions à mener. « *L'éthique constitue une interrogation sur la conduite à tenir dans un contexte donné, souvent non balisé, tout en ayant le juste comme horizon* » (Villemure 2019, 17). Alors que le « système » dépossède les individus (travailleurs.es, citoyens.nes, etc.) de ces discussions cruciales, la DDE vise à faciliter l'accès à ce qui permet de bien vivre : la satisfaction des besoins fondamentaux, des occupations signifiantes, des relations personnelles positives, une participation communautaire et une bonne santé physique garantie par un environnement sain (Gibson-Graham et al. 2013).

La DDE au travail peut par exemple s'exprimer par des discussions au sujet du rapport à l'environnement dans les activités de production, la prise de décisions quant aux surplus financiers générés ou une réflexion collective sur les conséquences de la consommation du groupe sur les conditions de vie d'autres êtres humains (Gibson-Graham et al. 2013). Démocratiser les discussions éthiques est un travail ambitieux qui suppose une vision optimiste de la nature humaine et une culture organisationnelle ouverte à l'apprentissage. Elle s'inscrit aussi dans une philosophie du « rien de ce qui me concerne ne doit être décidé sans moi ». S'affranchir du système suppose de démocratiser les discussions vitales qui ne doivent plus être accaparées par une classe dominante.

De surcroît, ce genre d'approche nécessite de pouvoir faire face aux conflits afin d'éviter le piège de la pseudo-communauté dans laquelle persiste « *la volonté de minimiser, d'escamoter ou d'ignorer les différences individuelles* » (Peck 1993, 106). Pour passer ce cap, la DDE doit s'ouvrir aux échanges concernant les rapports de pouvoir internes à la communauté. La DDE réelle mène donc sûrement à ce qui se rapproche de la théorie féministe de l'intersectionnalité. Cette dernière a pour objectif d'analyser la manière dont les différents systèmes d'oppression s'articulent et se renforcent mutuellement. Ouvrir la discussion et constater les rapports de force facilitent la prise en compte de la diversité des identités et des vécus. Les discussions éthiques deviennent des espaces d'apprentissage de techniques pour mieux communiquer (non violente, animation, etc.) et développer un savoir-vivre nouveau. En définitive, la DDE est une invitation à constater que « *l'économie est le résultat des décisions que nous prenons et des actions qui en découlent* » (Gibson-Graham et al. 2013, xiii).

Dans un deuxième temps, pour sortir du système, il est essentiel de pouvoir considérer que l'économie capitaliste n'est pas tout à fait hégémonique. Pour ouvrir une brèche, il faut pouvoir considérer qu'il est possible de faire autrement.

À ce titre, une première escale est de considérer l'histoire des États-Unis, empire porte-étendard du capitalisme, en constatant ses luttes populaires (portées par exemple par les Afro-américain.es, les Autochtones, les femmes, les déserteurs, les syndicats, etc.) qui ont permis d'élargir les droits individuels et sociaux (Azam et Hermet 2015). Ce sont ces luttes, accompagnées de celles qui ont émergé dans le reste de l'Occident et au-delà, qui ont permis de bâtir, tout en restant critique, ce qui, en différents endroits, constitue les mailles du « *filet social* ».

Ensuite, envisager d'autres théories ou pratiques économiques est crucial. Le capitalisme et le néolibéralisme sont intimement liés à la pensée néoclassique en économie. Largement enseignée dans nos universités aujourd'hui, elle promeut notamment que « *La coordination des activités économiques passe par le marché et [que] celui-ci obéit à des lois naturelles* » (CÉPEQ 2015, 1). Ce qui n'est pas sans rappeler des éléments que nous avons vus plus haut. La domination du néoclassicisme dans le domaine académique et dans la société est un obstacle à des actions conséquentes face aux enjeux contemporains (CÉPEQ 2015, 1). En définitive, elle n'est pas la seule option crédible pour comprendre notre manière de vivre l'économie et notre rapport au monde.

À ce chapitre, citons d'autres grands courants de pensée économique tels que le keynésianisme, le marxisme, l'économie comportementale, féministe ou bien l'économie du développement, pour ne citer que ceux-ci. Pensons également aux services publics, nationalisés ou non, qui répondent de décisions politiques opérées par l'appareil étatique. Puis, évoquons le secteur de l'économie sociale (coop, obnl), rassemblant près de 12 000 entreprises au Québec, et qui se distingue en promouvant une structure de gestion plus démocratique dans laquelle le capital sert les travailleurs.es ou une localité particulière. Quant au coopérativisme, ses idées datent au moins du début du 19^{ème} siècle et ont été portées par des économistes hétérodoxes. Les communs, pour leur part, sont présents aux quatre coins du monde

et consistent par exemple à la gestion collective d'une ressource naturelle (Ostrom 2010). D'autres approches, telles que l'économie participative, l'organisation communautaire, le développement économique communautaire, l'écologie sociale, le communalisme, le municipalisme, les différentes approches socialistes et libertaires, la décroissance, sont en soi tout un univers d'inspiration. En somme, cultiver un pluralisme en économie commence en réduisant la place occupée par le néo-classicisme dans notre imaginaire, le système éducatif et les médias.

En ce qui concerne la question de la nature hétérogène de l'économie, abordons brièvement la pensée des économistes et géographes Gibson-Graham. Elles ont développé une classification qui décortique les différents types de transactions, de travail et d'entreprises selon qu'ils sont intégrés au marché ou non. Par exemple, nous trouvons dans la section travail, le travail salarié (intégré), contractuel (alternatif) et non rémunéré (ex. : travail ménager, volontaire). Par cette classification, on se rend compte que notre survie dépend d'un ensemble diversifié d'activités économiques. D'ailleurs, plusieurs économistes féministes l'ont mis en lumière : le travail non rémunéré joue un rôle crucial dans la réalisation de tout autre type de travail. Au-delà de cet élément précis, le fait de décortiquer les composantes de l'économie – types de transactions, de travail et d'entreprises – élucide tout ce qui peut contribuer à limiter la logique du marché. En résumé, rendre compte de l'actuelle hétérogénéité de l'économie permet de passer en revue tout ce qui existe au-delà du capitalisme.

Conclusion

Ce texte n'avait pas pour mission d'être exhaustif, mais plutôt de concourir à planter le décor. Pris dans la pandémie actuelle, la polarisation sociale et les défis écologiques qui s'annoncent nous inspirent sans ironie les mots de l'économiste Milton Friedman : « *Seule une crise – réelle ou perçue – produit de réels changements. Quand cette crise survient, les actions qui seront entreprises dépendront des idées qui circulent* ». Assurons-nous de faire circuler les idées qui permettront de transformer notre société vers une démocratie plus radicale, une résilience écologique et la coopération.

Biographie

Samuel Raymond est intervenant communautaire dans le milieu du logement social. Il détient un DESS en développement économique communautaire et s'implique dans différents projets collectifs.

Références

Agren, David et Sam Jones. 2021. « *Zapatistas set sail for Spain on mission of solidarity and rebellion* ». *The Guardian*, 4 mai.

Arthus-Bertrand, Yann. 2010. *La biodiversité*. Paris : Éditions de La Martinière.

Azam, Olivier et Daniel Hermet. 2015. *Howard Zinn Une histoire populaire américaine*. Film documentaire. France : Les Mutins de Pangés.

Boudreau, Philippe et Claude Perron. 2003. *La gauche et la droite*. Montréal : Les Éditions de la Chenelière.

Charbonneau, Michèle. 2012. « Nouveau management public », dans L. Côté et J.-F. Savard (Dir.), *Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*. En ligne : www.dictionnaire.enap.ca

Collectif pour un enseignement pluraliste de l'économie au Québec (CEPÉQ). 2015. *L'économie à l'université : vers un enseignement inclusif et pluraliste*. Compte-rendu d'un séminaire. TIESS. En ligne : <https://tiess.ca/le-seminaire-pour-un-enseignement-pluraliste-de-leconomie-un-premier-pas/>

Radio télévision belge francophone (RTBF). 2017. *Peut-on vivre hors système?* 10 mai. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=jnJO2Ud7iSE>

Capul, Jean-Yves et Olivier Garnier. 2008. *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*. Paris : Édition Hatier.

Commission vérité et réconciliation (CVR). 2015. *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir* Sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. Gouvernement du Canada.

De Rosnay, Joël. 1975. *Le microscope. Vers une vision globale*. Paris : Éditions du Seuil.

Gibson-Graham, J.K., Jenny Cameron et Stephen Healy. 2013. *Take Back the Economy: An Ethical Guide for Transforming Communities*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

Godelier, Maurice. 1984. *L'Idéal et le Matériel*. Pensée, économies sociétés. Paris : Fayard.

Groupe de Recherches Écologiques de la Baie (GREB). s.d. *L'éco-hameau de la Baie*. En ligne : http://greb.ca/GREB/Ecohameau_de_La_Baie.html

Heller, Nathan. 2018. « The bullshit job room ». *The New Yorker*, 7 juin.

Kostrz, Marie. 2016. « Extrême droite : « Les plus dangereux sont hors système », *L'Obs*. En ligne : <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-politique/20110725.RUE3469/extreme-droite-les-plus-dangereux-sont-hors-systeme.html>

Les Inrockuptibles. 2020. *Comment reconnaître un néo-conservateur dans les médias?* En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=Yo8pA7MlspI>

Munka, Stéphane et Jean-Michel Décugis. 2021. « Entraînement en vue d'une guerre civile, esprit de groupe... Le survivalisme est très à la mode dans l'extrême droite française ». *Franceinfo*, 30 avril.

Noël, Alain et Jean-Philippe Thérien. 2011. *La gauche et la droite. Un débat sans frontières*. Montréal : PUM.

Ostrom, Elinor. 2010. *Gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. Belgique : De Boeck Supérieur.

- P. Baird, Robert. 2021. *The invention of whiteness: the long history of a dangerous idea*. *The Guardian*, 20 avril.
- Petrella, Ricardo. 2007. *Pour une nouvelle narration du monde*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Peck, Scott. 1993. *La route de l'espoir : Pacifisme et communauté*. Coll. Mieux-être. France : Éditions Flammarion.
- Plourde, Anne. 2020. « Le néolibéralisme contre le droit à la santé », *Droits et libertés* 39 (2) : 31-32.
- Posca, Julia. 2013. « Qu'est-ce que la financiarisation de l'économie? ». *IRIS*, 7 février.
- Robichaud, David et Patrick Turmel. 2012. *La juste part*. Montréal : Atelier 10, Coll. Documents.
- Shields, Alexandre. 2021. *Le naufrage climatique est en vue, prévient le GIEC*. *Le Devoir*, 9 août.
- Shragge, Eric. 2013. *Activism and Social Change. Lessons for Community Organizing*. Toronto : University of Toronto Press.
- Vincent, Catherine. 2019. « La tentation du « survivalisme », *Le Monde*, 10 juillet.